

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Communiqué de D&S, 9 août 2011

Qui peut, qui doit et comment arrêter la crise économique qui arrive derrière le krach boursier ?

- Economie -

Date de mise en ligne : mardi 23 août 2011

Démocratie & Socialisme

La gauche le peut.

Si elle s'unit et « attaque » les spéculateurs au lieu de les « rassurer » comme le fait la droite sarkozyste.

Il faut menacer, enquêter, combattre et ne pas se laisser faire par les financiers.

Il y a eux et nous. La finance contre le peuple. À nous de relever le défi.

Au niveau de la France comme au niveau de l'Europe, c'est le même problème, mais il y a les mêmes solutions possibles.

Car tout ce qu'a fait le fantoche Sarkozy, c'est d'aller depuis des années dans le sens des « marchés » des « bourses », des « banques », des « spéculateurs » des riches et grandes fortunes françaises et européennes.

Ça fait deux ans que Sarkozy nous dit que « la crise est finie » et, vu les cadeaux qu'il a multipliés aux fauteurs de crise, vu la façon dont il pille nos droits sociaux pour les livrer à la finance, vu la façon dont s'enrichissent, contre nous, ses amis du Fouquet's, il n'est pas surprenant que ça empire.

Toute la politique de Sarkozy de a à z est responsable à part entière de cette crise, lui qui prônait dès 2007 dans sa campagne électorale, les subprimes, les prêts hypothécaires, la déréglementation boursière et bancaire et qui, depuis, fait mine de s'y opposer tout en laissant tout faire. Le 21 juillet dernier, au prétendu sommet de sauvetage de l'euro, il nous jurait que tout était en voie de règlement ! Depuis, tout s'effondre davantage.

Il veut faire inscrire dans la Constitution une « règle d'or » interdisant les déficits alors qu'une telle règle appliquée en 2007-2008 aurait interdit aux États de financer le sauvetage des banques et plongé l'économie dans une crise systémique du type de celle de 1929. Cette règle ne s'appliquera jamais aux banques. Elle est entièrement dirigée contre le salariat à qui il veut faire payer la note de la crise de 2007-2008 et de la récession qu'elle avait provoquée. Les seuls responsables sont, pourtant, les banques, les marchés financiers et les gouvernements qui, depuis des décennies, organisent leur domination.

Les banquiers, les financiers nous pillent : Stop !

Il faut dire « stop » à ceux qui s'abritent secrètement derrière la « main invisible des marchés » mais dont tous les noms sont connus au firmament des grandes fortunes mondiales et françaises.

Stop aux banksters qui trafiquent des produits dérivés, d'abord sur les dettes privées et maintenant sur les dettes publiques.

Stop aux usuriers qui « prêtent » à des taux inouïs au fur et à mesure que leur chantage avance contre l'intérêt de ceux qui produisent des richesses dans le monde entier.

Qui peut, qui doit et comment arrêter la crise économique qui arrive derrière le krach boursier ?

Stop aux sinistres « plans de redressement » d'« austérité », de « rigueur » qui aggravent la récession généralisée. Défense des droits du travail, des services publics, des droits sociaux, de l'emploi et des retraites !

Il n'y a pas de fatalité à cette crise. Elle est le fruit d'une politique néolibérale délibérée, elle est le fruit de tous les choix politiques de Sarkozy et de ses semblables dans le monde Il n'y a aucune raison que nous payions les pots cassés. Il n'y a aucune obligation de subir chômage et ruine pendant que les fauteurs de crise bien connus continuent de s'enrichir.

La démocratie plutôt que les agences de notation

Qui dirige le monde aujourd'hui ?

Le G20, le G7 ? Ils ont beaucoup brassé de vent après la crise de 2007-2008. Ils avaient, disaient-ils, régulé la finance et les banques, moralisé le capitalisme. Mais aujourd'hui, alors que le monde est en pleine crise, ils rasant les murs et se gardent bien de se réunir car ils savent que cela ne serait qu'étaler publiquement leurs différends.

Les dirigeants de la zone euro ? Sarkozy en tête, ils rasant eux-aussi les murs. Leurs différends sont aussi importants que ceux du G20.

Barak Obama ? Standard and Poor's vient de lui infliger un camouflet historique.

Les "Agences de notations" ? Oui, ce sont celles qui dirigent le monde aujourd'hui. Mais elles ne le peuvent que parce que les États ont consciemment, volontairement, patiemment organisé leur soumission aux marchés financiers. Sans remise en question de cette soumission, le pouvoir restera aux mains des agences de notations, des entreprises privées, partiales, à la vision étriquée et éminemment dangereuse.

Elles doivent céder à la place à la démocratie, à la souveraineté populaire.

Commençons par l'Union européenne.

La gauche doit prendre l'initiative pour :

- ▶ 1. Imposer que la BCE reprenne directement à son compte une partie des dettes publiques de la zone euro afin de les mettre à l'abri des marchés et de la spéculation.
- ▶ 2. Décréter immédiatement et pour six mois un moratoire sur toutes les dettes publiques (versement des intérêts et remboursement des titres arrivés à échéance)
- ▶ 3. Engager un audit public de toutes les dettes publiques de la zone euro, pour trier les dettes légitimes, illégitimes et odieuses.
- ▶ 4. Annuler les dettes odieuses
- ▶ 5. Annuler totalement ou partiellement les dettes illégitimes
- ▶ 6. Renégocier les dettes légitimes à des taux appropriés
- ▶ 7. Restaurer une véritable fiscalité juste, directe, progressive sur les fortunes et les sociétés.
- ▶ 8. Socialiser, « européeniser », « nationaliser » les banques que les dirigeants libéraux ont laissé continuer à spéculer exactement comme avant la crise de 2007-2008 et dont les agissements mettent en danger la société tout

Qui peut, qui doit et comment arrêter la crise économique qui arrive derrière le krach boursier ?

entière. Ne nous y trompons, la prochaine étape vers une crise systémique (pire que celle de 1929 car les économies sont aujourd'hui beaucoup plus interdépendantes) sera une nouvelle crise bancaire alimentée par les actifs toxiques pourris des banques.

- ▶ 9. Organiser la relance immédiate de l'économie par la redistribution des richesses, la hausse massive des salaires et des prestations sociales.

Jean-Jacques Chavigné, Gérard Filoche